



**PRÉFET
DE L'AUBE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube – Haute-Marne

TROYES, le 11 avril 2025

Nos réf. : SAU/EC/MT n° 25-201

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOUFFLET

RD 68 - 10400 FONTAINE-MÂCON

Code AIOT : 0005703053

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27 mars 2025 dans l'établissement SOUFFLET implanté RD 68 10400 FONTAINE-MÂCON. L'inspection a été annoncée le 18 mars 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a eu lieu dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle. Elle avait pour objet l'état des stocks, la gestion des incompatibilités chimiques, la gestion post-accidentelle et la surveillance des eaux souterraines.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOUFFLET
- RD 68 10400 FONTAINE-MÂCON
- Code AIOT : 0005703053
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société SOUFFLET exploite à FONTAINE-MÂCON un entrepôt, stockant des produits phytosanitaires dédiés à l'agriculture, soumis à autorisation environnementale. Ce site est classé SEVESO seuil haut. Il est implanté à 650 m des tiers.

Au titre des ICPE, il a été autorisé par arrêté préfectoral n° 07-3642 du 10 octobre 2007 et est réglementé par les arrêtés préfectoraux complémentaires n° 2012121-0014 du 30 avril 2012, n° PCICP2021197-0001 du 16 juillet 2021, n° PCICP2021313-0002 du 9 novembre 2021 et n° PCICP2022095-0001 du 5 avril 2022.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- REACH
- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Mise en œuvre des préconisation des FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5 a)	Mise en demeure, produits chimiques	6 mois
4	Gestion des incompatibilités dans les rétentions	Arrêté Préfectoral du 10/10/2007, article 7.7.4 alinéa 1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59 partiel	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
9	Mise à jour du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Accessibilité des FDS	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 alinéas 2 et 3
5	Disponibilité des rétentions	Arrêté Préfectoral du 10/10/2007, article 7.7.4 alinéa 3
7	Siphon dans le hall	AP Complémentaire du 05/04/2022, article 11
8	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 10/10/2007, article 4.3.12

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La gestion des incompatibilités entre substances est actuellement gérée au regard de leur point éclair et de leur toxicité aigüe. Cependant, il convient également de mettre en oeuvre les prescriptions des fiches de données de sécurité (FDS), notamment au regard des incompatibilités entre acide/base et entre acides forts, puis de les intégrer aux consignes d'exploitation. Par ailleurs, la partie du plan d'opération interne visant la gestion post-accidentelle est à compléter.

Le réexamen quinquennal de l'étude de dangers est attendu pour novembre 2025. Il devra intégrer les réponses à ces problématiques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Produits chimiques, Etat des stocks
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p><u>1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel</u> ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p><u>2. Répondre aux besoins d'information de la population</u> ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p>

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Constats :

Le site est Seveso. Par définition, il relève donc de l'article L. 515-32 du code de l'environnement.

Ont été présentés :

- l'état des matières dangereuses stockées, classées au titre de chacune des rubriques ICPE (1436 et 4xxx), reflétant les mentions de dangers, actualisé au jour de la visite et dont l'extraction est prévue dans le plan d'opération interne (POI) ;
- l'état des stocks de consommables (cartons, ...), extrait du système de gestion de la sécurité, daté du 4 mars 2025, actualisé chaque mois et exprimé à l'unité. Il doit être mis à jour a minima chaque semaine et doit être exprimé dans des unités représentatives (kg, t ou m³).
- l'état des stocks par typologie de dangers, dénommé « stock matières inflammabilité », actualisé au jour de la visite, qui distingue les produits inflammables (F⁺, F), combustibles (PC), incombustibles (PI), non classé (NC). Cette typologie « non classé » semble concerner a priori des références vieillissantes, mais incombustibles. Il convient de vérifier ces données et de référencer les produits visés selon les autres critères définis pour éviter tout doute.

La quantification des déchets stockés est absente. Les quantités de matières stockées et les différentes familles de mention de dangers sont disponibles, mais accessibles à partir de différents documents. Or, le plan d'opération interne doit permettre d'accéder à un état des matières stockées exhaustif, incluant les quantités de déchets.

L'extraction peut être réalisée par cellule et pour le hall. A ce jour, il n'existe pas d'état des stocks synthétique. Aucun plan n'est adossé à l'état des stocks, même si les plans C4 (plan de masse) et D1a (cellule - vue du dessus et de face) du POI localisent globalement les risques.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'accessibilité à l'état des stocks doit être améliorée afin de disposer, en cas d'urgence, d'un état des matières stockées incluant les quantités de substances dangereuses, de produits combustibles, de produits incombustibles, de déchets. L'état des stocks synthétique est à créer et le plan de localisation des risques à préciser.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Accessibilité des FDS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 alinéas 2 et 3
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : Les fiches de données de sécurité sont disponibles électroniquement à partir de la base de données PhytoData et en version papier dans une armoire de la salle de réunion. Elles sont rangées dans des classeurs par ordre alphabétique. L'exploitant indique qu'un salarié vérifie annuellement que la FDS détenue correspond à la dernière FDS émise par le fournisseur. Lors de la visite de l'entrepôt, l'inspection des installations classées a choisi 12 références parmi l'ensemble des matières stockées, échantillonnées dans 3 cellules différentes. Le responsable de site a été en mesure de trouver efficacement les fiches de données de sécurité demandées en version papier dans l'armoire de la salle de réunion. Sur les 12 FDS consultées, il a été vérifié par sondage que les dates de mise à jour étaient postérieures à 2020.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mise en œuvre des préconisations des FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5 a)
Thème(s) : Produits chimiques, Prévention des risques
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : Lors de l'intégration d'un nouveau produit, la fiche de données de sécurité est consultée à 2 niveaux (par l'animateur environnement et par le responsable de site) et les données sont intégrées au système de gestion logistique. Ils prennent uniquement en compte le point éclair du produit et sa toxicité aiguë. Toutefois, les autres risques d'incompatibilité sont omis. Lors de la visite de l'entrepôt, l'inspection des installations classées a choisi 12 références parmi l'ensemble des matières stockées, échantillonnées dans 3 cellules différentes. Les FDS afférentes ont été consultées, en particulier les rubriques 7 « Manipulation et stockage » et 10 « Stabilité et réactivité ». Ont été questionnées notamment les incompatibilités au regard des acides forts, représentés par les phrases de risque H314 et H318. Dans la cellule K, le produit Ladiva® est incompatible avec les produits avoisinants : <ul style="list-style-type: none">• Ladiva® est un acide fort H318 de pH 3,36. Sa FDS indique les précautions de stockage suivantes : « <i>Ne pas entreposer près des acides, oxydants forts, explosifs, gaz</i> ».• Cidely Top® présente les phrases de risque H318 et H410. Son pH est compris entre 3 et 6. Aucune matière incompatible n'est indiquée.• Medax Top® est un acide faible dont le PH est compris entre 5 et 7. Sa FDS indique que les matières incompatibles sont les oxydants puissants, les bases fortes, les acides forts.• Bridge® est un produit neutre (pH=7) dont les phrases de risque sont H400 et H410. Les matières à éviter sont les bases fortes et les acides forts. Dans la cellule H abritant les produits inflammables, les produits Wasan® et OptiPlus® sont incompatibles : <ul style="list-style-type: none">• OptiPlus® dont les phrases de risque sont H226, H319, H410. Les produits incompatibles sont les acides forts, les agents réducteurs, les bases fortes et les comburants.• Wasan® dont les phrases de risque sont H302, H304, H318, H361d, H410, même si aucune matière incompatible n'est indiquée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans le cadre du réexamen quinquennal de l'étude de dangers attendu en novembre 2025, l'exploitant devra indiquer comment il gère les incompatibilités entre les substances, en sus de l'isolement des toxiques aigus et des inflammables, et le mettre en place.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, produits chimiques
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Gestion des incompatibilités dans les rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2007, article 7.7.4 alinéa 1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
Constats : La vérification de cette prescription a été réalisée par sondage. Dans la cellule E abritant les produits toxiques, l'acide nitrique 53 % est un acide très fort de pH < 1 et aux phrases de risque H314-H301. Les matières incompatibles pouvant engendrer un risque d'explosion sont, d'après la FDS : « <i>Acétone, Aldéhydes, Alcalies (bases), Métaux alcalins, Alcools, Acide formique, Amines, Ammoniac, Aniline, Matières combustibles, Dichlorométhane, Métal alcalino-terreux, Anhydride acétique, Hydrazine, Hydrocarbures, Poudres de métaux, Nitriles, Réducteurs, Base forte, Peroxyde d'hydrogène</i> ». Or le polysphate d'ammonium 10-34-0 est une base non classée. Ainsi la réaction entre l'acide nitrique (HNO ₃) et le polyphosphate d'ammonium (NH ₄ PO ₃) est une réaction acide-base qui donne lieu à la formation de nitrate d'ammonium (NH ₄ NO ₃), potentiellement explosif, et d'acide phosphorique, c'est-à-dire : NH ₄ PO ₃ + HNO ₃ → NH ₄ NO ₃ + H ₃ PO ₄ . Ces 2 produits ne sont pas à proximité immédiate, mais ils sont associés à la même rétention.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit prendre en compte ces incompatibilités dans sa gestion logistique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Disponibilité des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2007, article 7.7.4 alinéa 3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.
Constats : Il a été constaté que le bassin de rétention de 500 m ³ était totalement vide. Les zones de rétention formées par les cellules l'étaient également.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Consignes d'exploitation et de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59 partiel
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin : [...]</p> <ul style="list-style-type: none">• les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation• les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles [...]• les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;[...]• l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
<p>Constats :</p> <p>✓ Les rétentions sont réalisées par le sol des cellules de stockage des produits phytosanitaires d'une capacité totale de 927 m³, par une cuve déportée de 5 m³, puis par le bassin extérieur de 500 m³. Par sondage, l'étanchéité du bac de rétention de 500 m³ est vérifiée chaque semaine visuellement et testée chaque année. La consigne a été présentée. La consignation du test annuel est enregistrée dans le système de gestion de la sécurité. Le dernier test a été réalisé le 25 novembre 2024.</p> <p>✓ Aucun produit n'est employé sur site. L'activité concerne uniquement le stockage. La consigne de stockage/magasinage référencée 499PW203 Version 2 a été présentée. Elle ne contient pas de prise en compte des incompatibilités entre produits. L'adressage du lieu de stockage est organisé par le système de gestion logistique (WMS) à partir de la nature des substances (liquides, solides) et des critères d'inflammabilité et de toxicité. Toutefois, la consigne ne précise pas les règles de paramétrages de cet outil pour une vérification par les opérateurs lors des opérations. L'exploitant précise que ses salariés sont formés à cet effet et y sont vigilants.</p> <p>✓ La procédure de gestion des contenants fuyards, référencée 499CONSPOL version 5 de janvier 2024, a été présentée.</p> <p>✓ L'obligation d'alerter l'inspection des installations classées est intégrée dans la chaîne d'alerte définie dans le plan d'opération interne (POI). En particulier, elle figure sur les fiches réflexes F8 et G1.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Siphon dans le hall

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/04/2022, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Propagation
Prescription contrôlée : Le circuit de récupération des eaux d'extinction dans le hall est muni d'un siphon pare-flammes et d'anti-retours.
Constats : L'exploitant a présenté la facture n° 202503022 du 21 mars 2025 et l'attestation de réalisation des travaux par le prestataire.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2007, article 4.3.12
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La qualité des eaux souterraines au droit de l'établissement est contrôlée par aménagement de piézomètres :</p> <ul style="list-style-type: none">• 3 puits sont implantés sur le site : 1 en amont au sud-ouest de l'installation et 2 en aval au nord en bordure de la route départementale ; la définition du nombre de puits et de leur implantation est faite à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique ;• deux fois par an le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe ;• l'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances pertinentes, déterminées en accord avec l'inspection des installations classées, susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité, actuelle ou passée, de l'installation. Les résultats de mesures sont transmis à l'inspection des installations classées. Toute anomalie lui est signalée dans les meilleurs délais. <p>Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.</p> <p>Une première campagne de mesures (point « zéro ») est réalisée sur les 3 puits à la mise en service des installations.</p>
<p>Constats :</p> <p>La surveillance est réalisée sur 3 piézomètres, deux fois par an, comme imposé. L'exploitant a présenté les 3 derniers rapports de surveillance des eaux souterraines :</p> <ul style="list-style-type: none">➤ rapport n° 06109901/2402-1/1M00 du 19 août 2024 : Ce rapport indique la conformité des analyses au regard des paramètres étudiés, hormis pour les nitrates sur les piézomètres PZ1 et PZ2, respectivement à 54 et 52 mg/L (> 50 mg/L).➤ rapport n° 06109901/2401-1/1M00 du 4 avril 2024 : Ce rapport indique la conformité des analyses au regard des paramètres étudiés, hormis pour les nitrates sur le piézomètre PZ1 à hauteur de 62 mg/L (> 50 mg/L).➤ rapport n° 06109901/2302-1/1M00 du 29 octobre 2023 : Ce rapport indique la conformité des analyses au regard des paramètres étudiés, hormis pour les nitrates sur les piézomètres PZ2 et PZ3, respectivement à 51 et 64 mg/L (> 50 mg/L). <p>L'exploitant a indiqué que cette pollution est représentative de la pollution des nappes au regard des pratiques agricoles alentours. Il a été rappelé que le site réalise uniquement du stockage de produits phytopharmaceutiques, sans ouverture des contenants. En cas d'avarie, une consigne visant la prise en charge du fuyard est établie prenant en compte les 3 niveaux de rétention présents (cellule, rétention déportée et bassin de rétention). L'exploitant se questionne sur l'utilité et la nécessité de cette surveillance, hormis en situation post-accidentelle.</p> <p>L'inspection des installations classées l'invite à adresser au préfet une demande de modification de cette surveillance, dûment argumentée, afin d'en solliciter l'exemption conformément aux dispositions du point II de l'article 65 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques

Prescription contrôlée :

DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021

- a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;
- b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;
- c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;
- d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;
- e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;
- f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;
- g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;
- h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;
- i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des incommodités fortes sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1^{er} janvier 2023.
- j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.

Constats :

Dans le rapport établi le 17 juin 2024 suite à la visite d'inspection du 24 mai 2024, l'exploitant devait transmettre sous 3 mois le POI mis à jour au regard des observations émises. Notamment, l'inspection des installations classées avait demandé de prendre en compte les conclusions du document Oméga 16 de l'INERIS, recensant les substances toxiques (ayant un impact potentiel à court, moyen et long terme) susceptibles d'être émises par un incendie, notamment lors d'incendies de dépôts de produits phytopharmaceutiques. L'exploitant s'était engagé à actualiser

le POI au regard des observations émises. Par courriel du 10 juin 2024, il avait confirmé qu'une première partie des documents avait été mise à jour, mais que l'intégration des points relatifs à la gestion post-accidentelle demandait un temps un peu plus long.

La nouvelle version du POI a été transmise le 20 mars 2025. Elle comporte les éléments prescrits aux point i). Les substances recherchées sont celles issues des conclusions du guide Oméga 16 de l'INERIS, recensant les substances toxiques (ayant un impact potentiel à court, moyen et long terme) susceptibles d'être émises par un incendie, notamment lors d'incendies de dépôts de produits phytopharmaceutiques. Toutefois cette partie est à compléter :

- x les substances recherchées s'appuient sur l'étude de dangers de 2011. Or les substances phytopharmaceutiques stockées aujourd'hui ont évolué depuis, au gré des retraits et des nouvelles autorisations de mise sur le marché.
- x elle n'intègre pas les contributions imputables aux conditions et aux lieux de stockage (contenants, bâtiments, etc.).
- x les substances ne sont pas hiérarchisées, ni justifiées.
- x il n'est pas prévu de prélèvement sur site pour déterminer la signature chimique de l'événement.
- x le délai et l'organisation des analyses ne sont pas explicités.

Par ailleurs, le POI indique dans sa fiche E3 que « L'organisation de la plateforme de FONTAINE-MÂCON et sa conception nous amène à ne pas mettre en oeuvre les prélèvements environnementaux comme il est prévu dans l'article 5 de l'arrêté du 26 mai 2014 ». Il justifie de cette non-conformité au motif suivant : « En cas d'incendie dans le bâtiment de stockage, le système d'extinction automatique à la mousse éteint l'incendie en moins de 5 minutes et ne provoque que très peu de fumée de combustion. En cas de défaillance, le personnel du site est formé à la mise en route manuelle de ce dispositif. Les volets de désenfumage existants ne seront actionnés que sur ordre des pompiers. »

Or, les exutoires de désenfumage sont à fonctionnement manuel et automatique. L'exploitant n'est pas à même de démontrer qu'un incendie sera éteint par le système d'extinction automatique, avant que les fumées n'atteignent les températures ouvrant automatiquement les exutoires de fumées. Par ailleurs, le système d'extinction automatique repose sur un seul dispositif, pour lequel il n'y a pas de redondance.

Lors de l'échange, il apparaît qu'une confusion s'est glissée dans les documents transmis, avec un doublon de la fiche E3 (nouvelle et archive). L'exploitant a confirmé que le contrat d'astreinte du prestataire a bien été signé et qu'il est opérationnel.

Le point j) est absent du POI.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le réexamen quinquennal de l'étude de dangers est attendu pour novembre 2025. A cette fin, les substances de décomposition émises doivent être actualisées. Ensuite, l'exploitant mettra à jour et en cohérence la partie relative à la gestion post-accidentelle.

Par ailleurs, le POI sera complété au regard du point j) relatif aux moyens et méthodes visant la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois